

# Rentrée scolaire des enfants en situation de handicap.

## Le constat alarmant de l'UNAPEI

Cette année encore, de nombreux enfants en situation de handicap n'ont pas fait leur rentrée comme les autres.

Pire : certains ne l'ont pas faite du tout. Le constat est alarmant. État des lieux.

L'Union départementale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UDAPEI) accompagne plus de 1 400 personnes porteuses de troubles du spectre de l'autisme, du développement intellectuel et troubles psychiques. Avec près de 530 professionnels répartis sur 22 sites, « **nous œuvrons pour promouvoir la dignité, la citoyenneté et le respect des droits des personnes en situation de handicap** », résume sa présidente Florence Perret.

### Des résultats alarmants

Porte-parole de l'Union nationale, dont elle est administratrice, elle participe activement à la commission éducation et scolarisation. « **Pour la septième année consécutive, l'UNAPEI a relancé son opération #JaiPasEcole. Elle révèle une réalité chiffrée alarmante. En l'absence de données officielles, l'UNAPEI a mené une enquête auprès de ses associations membres dans toute la France. Trente-huit associations ont répondu, représentant 3 603 enfants de 3 à 16 ans, inscrits au sein de leurs établissements et dispositifs enfance. Résultat : 13 % n'ont aucune heure de scolarisation par semaine ; 38 % ont entre 0 et 6 heures de scolarisation par semaine ; 30 % ont entre 6 et 12 heures de scolarisation par semaine, et, seulement 19 % ont plus de 12 heures de scolarisation par semaine. En juillet 2025, 65 % d'entre eux n'avaient pas de numéro INE. Ils restent donc invisibles pour l'Éducation nationale... Nous, ce que l'on constate, c'est vraiment que l'accès à la scolarité, ça reste un combat pour les familles, les proches et les aidants ; et que ce droit à l'éducation, à la scolarisation, à l'instruction, c'est un droit qui est toujours bafoué, malgré tout. Qu'il faudrait avoir une vision sur le long terme pour vraiment garantir des parcours de vie sans rupture** ».

### Une solution adaptée

## Une solution adaptée à chaque enfant

En examinant les chiffres de près, la présidente de l'ADAPEI 27 est consternée : « **Imaginez un enfant qui est en CP. Vous lui dites, tu as 6 heures d'école maximum par semaine, et à la fin de l'année, tu dois apprendre à lire ou écrire. Impossible, c'est impossible. Surtout avec un enfant qui est en situation de handicap, qui a besoin d'outils particuliers, qui a besoin d'être entouré par une équipe pluridisciplinaire, d'avoir une Accompagnante d'Élève en Situation de Handicap (AESH) et, aussi, un enseignant qui soit un peu sensibilisé, même s'il n'est pas formé, qui n'ait pas une classe surchargée de 30 élèves. Il y a plein de facteurs qui font que la scolarisation, en milieu ordinaire ou en milieu spécialisé, comporte, encore, trop de freins à lever** ».

« **Il y a eu des améliorations au niveau législatif depuis un certain nombre d'années. On le reconnaît parfaitement. Il y a eu aussi une augmentation des dispositifs et des services en lien avec l'Agence Régionale de Santé (ARS), via des appels à projets. Dans nos relations avec l'Éducation nationale, avec les élus locaux, il y a également une amélioration. On ne peut pas dire qu'il n'y en a pas, mais ce n'est pas suffisant** ».

## Le problème des AESH

Florence Perret a constaté que les besoins en AESH ne sont pas couverts : « **Combien d'enfants, à la rentrée scolaire, n'ont pas eu d'AESH? Et il y a encore trop de temps partiel. Le problème de ce métier-là, c'est qu'il n'est pas suffisamment valorisé au niveau financier. Par exemple, le gouvernement, pour les AESH, dans le milieu ordinaire, avait dit que le temps de la pause méridienne était pris en charge financièrement. Ça veut dire qu'un enfant qui va à la cantine avec un accompagnant peut bénéficier de ce temps-là. Au mois de juin, je crois que c'était le 4 juin, il y a eu une note du ministère qui remet en cause ce financement et cet accompagnement. Qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que cet enfant-là ne pourra plus aller à la cantine parce que s'il n'a pas d'accompagnant, on ne pourra pas lui couper sa viande, on ne pourra pas l'aider à s'asseoir, on ne pourra pas l'isoler contre le bruit si c'est trop perturbant pour lui** ».

## Des familles en souffrance

La présidente de l'ADAPEI 27 est mécontente du sort réservé à bien des familles : « **Il y a aussi les familles qui, quelquefois, ne vont travailler qu'à mi-temps, qui vont récupérer leurs enfants, ou bien qui vont manger dans la voiture. Des parents sont venus vers nous pour témoigner : 'moi, je mange un sandwich dans la voiture'. On décompte l'impact sur la vie de famille, sur la vie professionnelle. Ce n'est pas possible... Non, ce n'est pas possible, ce n'est pas supportable. C'est tout ce système-là qu'il faut prendre en compte. J'ai un exemple concernant la maman de Corentin habitante de l'Eure. Elle a témoigné pour la campagne**

nant la maman de Corentin, habitante de [Tours](#). Elle a témoigné pour la campagne #JaiPasEcole. Elle a révélé que son fils, en situation de handicap, avait eu sept AESH différentes en maternelle. Corentin est un enfant autiste non-verbal, il a passé toute sa maternelle pratiquement dans le couloir. Parce qu'il pleurait, parce que l'enseignante n'était pas formée, l'AESH n'était pas formée. Donc tout le monde était en souffrance. Vous aviez cet enfant-là en premier qui était en souffrance, et puis vous aviez la famille, et puis vous aviez l'AESH, vous aviez l'enseignante, vous aviez la classe. En fait, toute la communauté éducative était en souffrance. Donc vous voyez les conséquences de ne pas adapter la scolarisation, que ce soit dans le milieu ordinaire ou le milieu spécialisé... »



Florence Perret, présidente de l'ADAPEI 27 est, également, administratrice de l'UNAPEI. ADAPEI 27



La campagne #JaiPasEcole a permis de récolter des témoignages pour délivrer une enquête aux résultats alarmants. UNAPEI